



LABORATOIRE *de* *la* RÉPUBLIQUE

Conférence du Laboratoire de la République

Une géopolitique de la démocratie en Orient Arménie, Israël et Kurdistan

Actes

30 avril 2024

Assemblée nationale, salle Victor Hugo

La région du Moyen-Orient et du Caucase se trouve actuellement à un niveau critique dans sa transition vers la démocratie. Les quelques enclaves défendant le pouvoir du peuple sont plus que jamais menacés.

L'Arménie, après le nettoyage ethnique effectué par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh, est désormais menacée dans son intégrité par ses voisins dans un contexte de guerre en Ukraine qui impacte les équilibres régionaux. Les Kurdes de Syrie, qui s'illustrent par des valeurs démocratiques et qui ont été une force déterminante contre Daesh, sont abandonnés par l'Occident alors que la Turquie de Recep Erdogan perpétue ses agressions. La démocratie israélienne se trouve fragilisée par les agressions du Hamas et les dissensions internes relatives à la gestion du sujet palestinien.

Dans cet environnement troublé, les entités démocratiques de la région font face à des pressions internes et externes qui mettent en péril leurs valeurs. Les politiques antagonistes et parfois contradictoires des principaux acteurs sont à interroger et des perspectives de résolutions, à explorer.

La France et ses alliés européens ont une obligation morale mais aussi un intérêt à apporter une aide concrète à ces démocraties en favorisant l'élargissement des alliances et le soutien aux forces d'opposition qui militent pour défendre nos valeurs communes dans l'une des régions les plus liberticides du globe.

Sommaire

Introduction de la conférence	3
Jean-Michel Blanquer, ancien Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, président du Laboratoire de la République	3
Anne-Laurence Petel, députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie.....	3
I. Contexte géopolitique : quelle(s) évolution(s) possible(s) pour l'Arménie et le Kurdistan ?	5
Hasmik Tolmajian , ambassadrice d'Arménie en France	5
Tigrane Yegavian , journaliste, chercheur au CF2R	5
Patrice Franceschi , écrivain, spécialiste de la région.....	5
Modération par Robert Vassoyan , entrepreneur du numérique, ex-président de CISCO France	5
II. Quel chemin vers la paix pour les pays de la région ?	12
Éric Danon : ancien ambassadeur de France en Israël de 2019 à 2023	12
Frédéric Encel : essayiste et géopolitologue	12
Modération par Anne-Laurence Petel , députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie	12
III. Comment aider les forces démocratiques et les oppositions aux régimes autoritaires de la région ?	19
Mathieu Lefèvre , député et Président du groupe d'amitié France-Israël	19
Benjamin Haddad , député et Président de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale.....	19
Sarah Tanzilli , députée, vice-présidente du groupe d'amitié France-Arménie et co-présidente du groupe d'études kurdes de l'Assemblée nationale.....	19
Modération par Anne-Laurence Petel , députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie	19
Conclusion.....	26
Jean-Michel Blanquer, ancien Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, président du Laboratoire de la République	26

Introduction de la conférence

Jean-Michel Blanquer, ancien Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, président du Laboratoire de la République

Je suis heureux de voir ce soir beaucoup de visages jeunes, car c'est précisément le but du Laboratoire de la République que d'avoir un impact sur la jeunesse. L'actualité nous montre qu'il y a urgence à cela. Aussi, je souhaite m'adresser directement à ces citoyens : il faut que vous vous engagiez, que vous soyez organisés. Aujourd'hui, l'organisation est du côté des adversaires de la liberté, de la démocratie, de la République. Les partisans de la liberté sont beaucoup trop inorganisés et silencieux. C'est pourquoi nous avons l'ambition de créer des antennes dans tous les établissements d'enseignement supérieur de France de même que dans les quartiers et les zones rurales, de façon à donner aux nouveaux citoyens une grille de lecture républicaine des enjeux de la société. Dans ce cadre, nous organisons les 29, 30 et 31 août prochains les universités d'été du Laboratoire à Autun ; l'occasion de fixer les ambitions de notre structure pour l'année 2024-2025. Vous êtes tous les bienvenus et pouvez dès aujourd'hui vous inscrire, via notre site internet.

Je souhaitais vous exposer ces éléments avant d'entrer désormais dans le vif du sujet.

Je vais sans tarder donner la parole à Anne-Laurence Petel, députée et présidente du Groupe d'amitié France-Arménie, qui se tient sur tous les fronts quand il s'agit de défendre la République et la liberté. Je ne dis rien sur le fond de notre sujet à ce stade et me limiterai à une conclusion de nos travaux.

Nos tables rondes très riches visent à articuler des sujets trop souvent dissociés. Je remercie les personnalités éminentes qui ont accepté de se prêter à l'exercice. Je ne les présente pas : Robert Vassoyan, qui présidera la première table ronde et Anne-Laurence pour les deuxième et troisième, s'en chargeront.

Je cède en premier lieu la parole à Madame la Députée que je remercie de son accueil, ici, à l'Assemblée nationale.

Anne-Laurence Petel, députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie

Tout d'abord, je tiens infiniment à remercier Monsieur le Ministre qui a fait cette proposition de table ronde aujourd'hui et que nous sommes ravis d'accueillir à l'Assemblée nationale.

Vous l'avez dit Monsieur le Ministre, je préside le groupe d'amitié France-Arménie depuis maintenant un an et demi. J'ai appris à connaître ce petit pays auquel je trouve beaucoup de similitudes avec Israël. Ainsi, le sujet de la démocratie dans les régions moyen-orientale et caucasienne m'intéresse tout particulièrement. Du Caucase du Sud jusqu'au Jourdain, cette vaste région ; par son histoire, sa diversité culturelle et religieuse, ses enjeux géopolitiques ; est aussi marquante que complexe et constitue un terrain d'étude essentiel pour comprendre les défis et les opportunités liés à la démocratie en Orient.

Cette conférence nous donne l'opportunité de rassembler des experts, des chercheurs, des décideurs politiques et des parlementaires afin d'approfondir notre compréhension sur une nouvelle dynamique géopolitique et sur notre responsabilité à soutenir les gouvernements ou les mouvements démocratiques en Orient en mettant en particulier l'accent sur trois pays ou entités politiques : l'Arménie, Israël et le Kurdistan.

L'Arménie, Israël et le Kurdistan sont des îlots démocratiques au milieu de régimes autoritaires et leurs valeurs constituent un espoir en Orient :

- La « révolution de velours » en Arménie en 2018 a ouvert la voie à des réformes démocratiques () qui restent malgré tout fragiles en raison, notamment de la dépendance ancienne à la Russie.
- La pérennité du système parlementaire israélien depuis sa création le 14 mai 1948 a fait de ce pays la seule vraie démocratie de la région.
- Enfin, l'engagement des valeurs démocratiques du Kurdistan perdure malgré un ralentissement à ses aspirations d'autonomie politique et un relâchement du soutien fourni par des pays comme les États-Unis.

Au travers de ces trois exemples, les tables rondes nous permettront d'explorer la résurgence des empires et leurs ambitions territoriales, la menace islamiste pesant sur nos sociétés démocratiques, la tectonique des alliances et du partnership oscillant de façon très instable.

Je remercie une nouvelle fois tous les intervenants et cède la parole à Robert Vassoyan pour la première table ronde.

I. Contexte géopolitique : quelle(s) évolution(s) possible(s) pour l'Arménie et le Kurdistan ?

Hasmik Tolmajian, ambassadrice d'Arménie en France

Tigrane Yegavian, journaliste, chercheur au CF2R

Patrice Franceschi, écrivain, spécialiste de la région

Modération par **Robert Vassoyan**, entrepreneur du numérique, ex-président de CISCO France

La chute du Haut-Karabagh invite à revenir à l'histoire douloureuse de l'Arménie, tout en analysant les enjeux géopolitiques ; qui dépassent de très loin le périmètre des montagnes de cette région – bouclier et berceau du peuple arménien –, rayée de la carte en 48 heures. Le Kurdistan (entouré de la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie) reste quant à lui toujours en état de guerre, menacé par la Turquie et Daesh qui continue à exister sous forme de groupuscules et cherche à se reconstituer au Moyen-Orient. Les membres du panel apporteront des perspectives internationales, régionales et nationales permettant de décrypter les causes profondes des conflits, confronter les menaces et aspirer à de nouveaux espoirs pour l'avenir.

Robert Vassoyan

Je me réjouis de voir à mes côtés des experts et personnalités de grande qualité pour cette première table ronde spécifiquement axée sur l'Arménie et le Kurdistan. Vous avez reconnu Son Excellence l'Ambassadrice d'Arménie en France Hasmik Tolmajian, dont je dois dire que le travail pour les Arméniens en France est extrêmement apprécié ; Patrice Franceschi, écrivain, aventurier, Goncourt de la nouvelle, expert et passionné par le Kurdistan ; Tigrane Yegavian chercheur à l'Institut chrétiens d'Orient et expert en géopolitique, dont la parole sur l'Arménie et le Caucase est très écoutée.

Arménie et Kurdistan sont effectivement deux destins tragiquement similaires au prisme d'un ennemi commun : l'Empire Ottoman. Devenu la République turque, il évoque une mémoire génocidaire contre une population devenue une nation viscéralement attachée aux valeurs de la démocratie, d'égalité et de liberté, y compris dans l'adversité. Entre Arménie et Kurdistan prédomine le même sentiment d'abandon comme une tragique répétition de l'histoire dans laquelle le monde libre tourne le dos à ceux qui lui ressemblent dans la région pour composer avec les empires et les dictatures en place. Une question lancinante demeure et doit, me semble-t-il, servir de toile de fond à nos échanges : comment sortir de cette fatalité ?

Je cède tout de suite la parole à Tigrane. Après le nettoyage ethnique de l'Artsakh en septembre dernier, on a le sentiment que la menace est toujours là et qu'elle se déplace maintenant sur l'Arménie. Cela n'étonnera pas, bien sûr, ceux qui alertent depuis des années. Nous serons très attentifs à ton éclairage sur la situation, les motifs de crainte, les éventuelles perspectives et raisons d'espérer.

Tigrane Yegavian

Merci infiniment au Laboratoire de la République de prendre à bras le corps ce sujet d'intérêt public.

J'étais présent ici-même au mois de septembre l'année dernière, dans la foulée du nettoyage ethnique de l'Artsakh. J'avais fait un exposé sur la situation et me rappelle avoir dit que l'Arménie, en perdant le Haut-Karabakh arménien, perdait à la fois son « berceau » et son « bouclier ».

Elle perdait son berceau parce que c'était sur ce territoire grand comme le département du Rhône que se situaient les principaux monastères et églises dans lesquelles la civilisation arménienne s'était épanouie depuis plus de deux mille ans. Elle perdait son bouclier parce que le relief de cette région permettait d'accorder une profondeur stratégique à un État exsangue, démographiquement enclavé, privé d'accès à la mer et surtout entouré d'ennemis mortels. En l'occurrence, la Turquie à l'ouest qui, comme chacun sait, a fermé sa frontière arménienne en 1993 et imposé un blocus total. Il s'agit depuis 1993 d'un acte de guerre depuis 1993 de solidarité avec le petit frère turcophone, l'Azerbaïdjan, à l'est, qui depuis plus de vingt ans pratique une politique raciste et terroriste contre l'Arménie. Il faut donc comprendre que depuis la guerre du Haut-Karabakh de 2020 et surtout le nettoyage ethnique qui s'est passé dans l'indifférence quasi-générale de l'opinion internationale, un patient processus d'anéantissement, de dévitalisation de l'État arménien est mis en œuvre. Penser, comme l'a fait l'Occident, que l'Arménie pourrait librement respirer et se projeter après la reconnaissance internationale des frontières suite à la chute de l'Union soviétique relevait de la naïveté.

Les forces armées azerbaïdjanaises ont conquis depuis deux ans des territoires extrêmement stratégiques, les hauteurs, qui permettent aux Azerbaïdjanais d'accroître l'étau sur l'Arménie. Ces conquêtes servent deux projets. Le premier est de détruire les Arméniens de l'Artsakh. Le second consiste à constituer une jonction territoriale avec la Turquie via la région du Nakhitchevan. Il s'agit d'en finir avec le Syunik, cette région au sud de l'Arménie, un corridor stratégique important qui permet à l'Arménie d'avoir une frontière avec l'Iran et d'accéder à des ressources naturelles, notamment les minerais dont cette région regorge.

Voilà un actuel état des lieux. L'équilibre des rapports de forces est totalement défavorable aux Arméniens, en quelque sorte lâchés par leur protecteur traditionnel, la Russie. Russie qui, à l'aune du conflit russo-ukrainien, est beaucoup plus proche de l'Azerbaïdjan qu'elle ne l'était auparavant. L'interdépendance entre les deux est bien davantage marquée, ce qui s'explique notamment par le fait que l'Azerbaïdjan sert de voie de contournement des sanctions internationales pour le commerce des hydrocarbures russes. L'Azerbaïdjan vend aux Européens un gaz estampillé « gaz azerbaïdjanais » qui est en fait du gaz russe. Non seulement l'Arménie n'a plus d'architecture de sécurité, mais elle s'inscrit dans un vide sécuritaire total. La jeune démocratie arménienne cherche désespérément des alliés, des secours à l'ouest. Il y a urgence dans le sens où l'Arménie s'approche d'un point de non-retour : la brouille avec la Russie est suffisamment grave pour s'interroger sur les chances de survie de l'État arménien. Chaque fois que l'Azerbaïdjan poursuit ses incursions en territoire arménien, la Russie ne bouge pas.

Dans le cadre d'un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan de délimitation de la frontière, l'Arménie va devoir céder des territoires dans le nord-est : plusieurs enclaves et des villages à l'époque soviétique intégrés dans les frontières administratives de l'Azerbaïdjan soviétique. Il s'agissait de frontières, je le répète, administratives, tracées par les Soviétiques dans le but de rendre ces États non viables. L'objectif : diviser pour mieux régner en s'imposant comme des arbitres et empêcher les vassaux de s'émanciper de cette tutelle. Il s'agit de territoires très importants autour desquels se trouvent des routes stratégiques et un gazoduc et des hauteurs stratégiques qui mettront les Azerbaïdjanais en mesure de contrôler l'Arménie. Une situation très grave dont personne ne semble s'inquiéter : l'accord a été salué par les Américains et Européens, qui ont en fin de compte un point commun. Ce conflit les dérange. Ce qui importe en fait à ces acteurs, c'est que la Russie quitte le Caucase du Sud. Donc, l'Arménie risque de passer par pertes et profits en étant une variable d'ajustement.

Un mot sur la France. Un rapprochement sans précédent a été noté entre Paris et Erevan depuis 2020 et surtout depuis 2022-2023. Ce rapprochement se traduit, bien sûr, par une aide diplomatique – la France a soulevé la question du nettoyage ethnique et du blocus de l'Artsakh plusieurs fois au Conseil de sécurité des Nations unies. Fait sans précédent, le ministre des Affaires étrangères s'est rendu pour la première fois en Arménie en février dernier. Par ailleurs, l'aide militaire que la France propose à l'Arménie est certes importante, mais elle est tout à fait symbolique. Elle n'est pas suffisante pour qu'il y ait dissuasion et surtout

pour que la France remplace la Russie dans son rôle de partenaire naturel. L'Arménie n'est pourtant pas complètement seule dans cette géopolitique complexe des empires. La mondialisation nous rattrape : des acteurs comme l'Inde, favorables à la sécurité de l'Arménie, sont proches de la France. L'Arménie pourrait donc être un pays relais et d'influence de la France dans ce qui pourrait ressembler à un axe Paris-Erevan-New-Delhi. Je retiens pour autant deux notions clés, absentes de la bouche du Premier ministre Gabriel Attal dans son discours hier au dîner du CSF : dissuasion et sanction. Dissuader, c'est-à-dire permettre à l'Arménie de freiner, de stopper l'agresseur. Sanctionner, parce que cet agresseur s'est quand même rendu responsable de plusieurs crimes de guerre.

La situation au Haut-Karabakh est un crime de guerre, le blocus qui a affamé la population est un crime de guerre, le nettoyage ethnique, « l'ethnocide » qui s'en est suivi, c'est-à-dire la destruction progressive du patrimoine arménien chrétien constitue aussi un crime qui n'est pas sanctionné par l'UNESCO. L'Azerbaïdjan continue à avancer, sachant que le crime paie, que l'impunité règne. C'est là que la France est attendue. Pense que madame l'Ambassadeur de France a été rappelée en consultation compte-tenu de la dégradation des relations bilatérales. La France doit pouvoir chercher des alliés au sein de l'Union européenne, car l'Azerbaïdjan est une menace pour nos démocraties. Ce pays pratique une politique extrêmement coercitive contre ses propres opposants qu'il pourchasse à l'extérieur de ses frontières, y compris en France. Il représente une menace de façon générale pour la région, pour les minorités par son panturquisme agressif. Si l'Azerbaïdjan parvient à ses fins, à couper l'Arménie en deux, à la dévitaliser totalement, à la rendre non-viable économiquement, démographiquement, alors le Caucase ressemblera à quelque chose comme l'Afghanistan.

Je suis donc, vous le comprenez, rendu extrêmement inquiet par la lucidité. Ce qui manque à l'Arménie, c'est un véritable allié. Pour l'heure, la France est un partenaire, mais elle n'est pas encore un allié. L'Arménie fait toujours partie, sur le papier, d'une alliance avec la Russie, mais qui ne représente plus grand-chose sur le terrain.

Robert Vassoyan

Merci infiniment. On perçoit très nettement dans ton propos comment le désintérêt de certains pays occidentaux engendre une grave crise pour un pays comme l'Arménie et met en danger la démocratie. On y entend, aussi, des perspectives d'espoir : la mobilisation de la France pourrait entraîner celle de l'Europe. Nous évoquerons cette éventualité avec Son Excellence l'Ambassadrice d'Arménie en France. Pour étayer notre appréhension de cette question, je passe sans attendre la parole à Patrice Franceschi qui va nous éclairer sur une région qu'il connaît bien : le Kurdistan, plus exactement le Kurdistan syrien. Quoiqu'on en fasse moins cas que d'autres crises, ce qui se passe là-bas est extrêmement préoccupant. Cet « État en devenir », le Rojava, qui nous a aidé dans notre lutte contre Daesh, aspire à la mise en place du modèle occidental. Il est pourtant abandonné sous les bombes d'Erdogan. Comment est-ce possible ? Pourquoi a-t-on si peur d'Erdogan ?

Patrice Franceschi

Il me semble que nous avons pris l'habitude, depuis longtemps, de faire les guerres à moitié. Je rejoins par là le propos de Tigrane, que ce soit au Kurdistan contre Daesh ou en Arménie. Quitte à faire la guerre à moitié, je me crois autorisé à proposer de ne point faire la guerre du tout : les guerres se font totalement ou elles ne se font pas, tant les conséquences de l'inachèvement sont terribles. C'est ce scénario qui a cours au Kurdistan. J'ai été frappé, pour faire le lien entre Arménie et Kurdistan, lors de mon dernier déplacement en Arménie et au Haut-Karabakh, en 2021, me semble-t-il, de trouver, en face des Arméniens et des

combattants du Haut-Karabakh, les mêmes que j'avais vu au Kurdistan trois jours avant. Les Turcs avaient envoyé plusieurs milliers de miliciens pro-Daesh renforcer les troupes azéries. C'était pour moi une évidence : ce qui s'est passé en 2018 au Kurdistan syrien dans la région d'Afrin, c'est ce qui va arriver au Haut-Karabakh tôt ou tard. Afrin, pour revenir sur le sujet, est une région peuplée jadis entièrement de Kurdes : 800 000 habitants. En janvier 2018, les Turcs ont conclu un marché avec les Russes. En pleine guerre contre Daesh, les Russes ont troqué la lutte contre les islamistes dans la région de la Ghûta contre la lutte contre les Kurdes d'Afrin. La guerre a duré cinquante-huit jours. Cinquante-huit jours durant lesquels les Kurdes se sont battus en espérant à l'intervention française et internationale. La lucidité les a forcés à reconnaître que ce ne serait pas le cas, malgré les promesses. C'est le principe de la guerre à moitié, car il ne faudrait pas trop choquer Monsieur Erdogan qui cherchait la mainmise sur cette région pour empêcher la continuité territoriale du Rojava. Le monde ayant cédé, s'en est suivi un nettoyage ethnique sur 800 000 personnes.

Je suppose qu'il en sera de même au Haut-Karabakh. Une fois la multitude évacuée et massacrés ceux qui auront refusé l'évacuation, les résistants et leurs familles, d'autres populations seront réinstallées selon le même procédé turc que depuis 2018. Le plus surprenant, dans cette affaire, est de constater le relais fait par la presse française de ces événements. À lire les journaux français, les Turcs seraient de grands humanistes, réinstallant dans le nord de la Syrie des réfugiés syriens arabes qui se seraient enfuis à cause de la guerre. Évidemment, il s'agit d'Arabes pro-turcs auxquels sont offertes de belles cités avec de sympathiques maisons contre une totale allégeance. Ce processus, qui n'est pas achevé, suit son cours.

Par rapport au Haut-Karabakh, ce brave Erdogan ayant été laissé libre de faire ce qu'il voulait dans cette région, jusqu'au nettoyage ethnique, s'est senti autorisé à continuer. En 2019, il attaque le cœur du Rojava, s'empare d'une zone de 30 kilomètres sur 100 sur laquelle il réinstalle Daesh pour attaquer les Kurdes. Zone depuis laquelle toutes les cellules dormantes de Daesh ont été réactivées. Ce qui veut dire, Tigrane a raison, que si nous ne faisons rien pour le Haut-Karabakh et si nous considérons, comme certains, que passer le Haut-Karabakh par pertes et profits permettrait de sécuriser l'Arménie, est une erreur fondamentale. Abandonner le Haut-Karabakh, c'est au contraire permettre aux Azéris et à Aliyev de penser que, finalement, l'Occident « se dégonfle », n'ira pas jusqu'au bout, ne fera pas la guerre, paralysé par le souvenir traumatique de cette dernière. Il pensera que, la prochaine fois, il pourra faire exactement ce qu'il voudra. On peut donc présupposer, par ce prisme, que cette prochaine fois sera après le prochain mois de novembre. Pour l'heure, il se trouve maintenu par la COP qui oblige une forme d'élégance. Probablement attendra-t-il l'élection présidentielle américaine. Un Trump au pouvoir peut être utile et fournir un blanc-seing dans la région. Une première annexion sera de taille réduite, puis s'étendra.

Je me crois autorisé à dire que notre diplomatie n'est pas à la hauteur des enjeux auxquels nous nous trouvons confrontés. Cette inhibition permanente, y compris au niveau militaire, à utiliser notre puissance est handicapante. Car, de l'autre côté, il n'y en a aucune à utiliser la puissance. Ce différentiel constitue notre grand problème politique et démocratique.

Il se trouve que la France a eu un engagement concret auprès des Kurdes après les attentats du Bataclan. Je suis sur le terrain, à leurs côtés, depuis dix ans : j'ai constaté l'avant et l'après. Avant, vous pouviez plaider tout ce que vous vouliez, invoquer la ressemblance entre Occidentaux et Kurdes, le combat commun pour la liberté, la démocratie, l'égalité homme-femme, la laïcité, le respect des minorités... Mais, l'idée d'aider a été balayée d'un revers de main par la rhétorique de l'impossible. À partir des attentats, dont nous nous sommes rendus compte qu'ils avaient été commandités depuis Raqqa, l'esprit de défense s'est manifesté en France. Mais comment faire une guerre à bilan humain neutre ? En la faisant par procuration, notamment grâce aux Kurdes. Pendant cinq ans, cinq années de campagne militaire et de coalition internationale, les Kurdes étaient nos troupes au sol, et ce jusqu'à la fin territoriale de Daesh. La France perdit un unique soldat, à Raqqa justement. Les Kurdes accusèrent 36 000 tués et blessés. Or, la visée territoriale de Daesh additionnée à la vision française de court a abouti au retrait de la France. L'objectif

n'était-il pas atteint ? Sur le papier seulement... Erdogan a profité de ce départ, les dates concordent : du retrait à l'été 2019, il attaque en novembre. Nous avons manqué de suite dans les idées.

De l'autre côté, en revanche, chez les dictateurs, chez les chefs totalitaires, il y a de la suite dans les idées. Erdogan est un vrai homme d'État. Je ne porte pas ici de jugement de valeur, mais je constate : il fait ce qu'il veut faire, il sait ce qu'il veut et ira jusqu'au bout. Notre faiblesse consiste en nos attermolements permanents. Or, nous aurions tous les moyens de faire quelque chose si nous voulions. Il est encore temps avec le Haut-Karabakh et l'Arménie, si nous n'y allons pas avec des demi-mesures. Ce que fait la France est satisfaisant, mais insuffisant. Il faut recentrer la diplomatie autour d'objectifs précis, et la mobiliser aux échelons communautaires et internationaux. La France doit décider d'être leader, immédiatement, en faisant ce qu'il faut politiquement et diplomatiquement pour entraîner toute l'Europe – on appelle cela l'Union européenne – pour aider l'Arménie. De même aux Nations unies, le Conseil de sécurité doit être interpellé, tous les jours s'il le faut, mais autour d'un cap clair. Ne pas afficher cette ambition, c'est laisser perdurer le souvenir et la pensée, dans l'esprit des dictateurs, qu'ils ont les mains libres.

Robert Vassoyan

Merci beaucoup à Patrice pour ce discours clair et sans langue de bois. Nous en terminons avec Son Excellence l'Ambassadrice d'Arménie en France, qui revient justement d'Arménie et a sans doute des choses à partager sur l'actuelle situation avec nous. Nous avons surtout envie de vous entendre, en toute liberté, sur ce qu'attendent les Arméniens de la France : que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire ?

Son Excellence Hasmik Tolmajian

Je souhaite d'abord remercier le ministre Jean-Michel Blanquer pour l'organisation de cette conférence dédiée aux îlots démocratiques. Les interventions de Tigrane Yegavian et Patrice Franceschi étaient passionnantes.

En 2024, ainsi que vous le savez sans doute, près de la moitié de la population de la planète a été appelée à se rendre aux urnes. Un chiffre qui ne dit, en réalité, rien de la diffusion de la démocratie. En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'année 2024 est considérée par différentes organisations internationales comme l'année où la démocratie a opéré le plus grand recul depuis la fin de la Guerre froide. Le suffrage universel n'équivaut donc pas à la démocratie, quoiqu'il en soit le symbole. De plus en plus, la démocratie n'est que de façade à travers le monde. Malheureusement, notre région ne fait pas exception. L'Arménie est une vraie enclave démocratique en terres hostiles.

L'Azerbaïdjan a pour actuel président Ilham Aliyev, héritier de son père, Heydar Aliyev, lequel a régné presque sans partage en Azerbaïdjan pendant plus de quarante ans. L'épouse du Président actuel, madame Aliyeva, est la première vice-présidente du pays. La continuité est donc assurée. Il s'agit d'un pays classé tout récemment encore par différentes organisations internationales en matière de défense des droits de l'homme parmi les dix pays les plus liberticides au monde. L'indice de la démocratie en Azerbaïdjan a reculé drastiquement ces dernières années, bien sûr depuis l'annexion du Haut-Karabakh.

Prenez les dernières élections azerbaïdjanaises, le 7 février 2024. Face au président Aliyev se tenaient sept candidats qui se battaient pour obtenir le moins de voix possible. Chacun d'entre eux appelait à voter pour Aliyev, présenté comme une chance pour le pays et la démocratie. On constate donc un durcissement du régime dictatorial, en fait totalitaire, mais aussi d'une volonté d'expansion affichée, et d'ores et déjà concrétisée au Haut-Karabakh. L'espace totalitaire se développe donc sur l'affaiblissement de l'espace démocratique. Le nettoyage ethnique de septembre dernier, d'un espace de peuplement arménien

d'ailleurs majoritairement arménien depuis au moins vingt-cinq siècles, est plus encore un rétrécissement de l'espace civilisationnel et démocratique. Pour ce faire, le conquérant s'attache à faire disparaître le patrimoine historique millénaire arménien. Effacer le patrimoine permet bien sûr de réécrire l'histoire, en prétendant que les Arméniens n'ont jamais existé sur ce territoire. La négation de l'historicité du peuple arménien se double d'une attaque des symboles de la démocratie. Par exemple, quelques jours après l'intervention militaire, c'était le bâtiment du Parlement qui était visé, car symbole de démocratie d'inspiration occidentale, et les autorités et dirigeants démocratiques du Haut-Karabak sont aujourd'hui dans les prisons de Bakou.

Je partage donc en cela les analyses de Jean-Michel Blanquer et Patrice Franceschi : les régimes autoritaires sont mobilisés et s'entraident. Les dirigeants autoritaires ont l'avantage de la durée. En Azerbaïdjan, en Russie, en Turquie, les responsables sont au pouvoir depuis vingt ans. Des décennies qui permettent, quoiqu'on en dise, d'avoir beaucoup de recul sur les situations et de penser la recomposition des alliances. Dans le cadre de la guerre en Ukraine, qui restructure et bouleverse toute cette partie du monde, une coopération remarquable a cours entre la Russie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, car il s'agit de régimes similaires, aux mêmes méthodes de fonctionnement. En face, les démocraties restent extrêmement timides.

Monsieur Vassoyan a rappelé que cette semaine ont lieu les commémorations du génocide. Voilà quelque chose qui permet de rappeler la menace d'effacement qui plane depuis cent trente ans sur l'Arménie, puisque les premiers massacres d'Arméniens dans l'Empire Ottoman avaient commencé en 1895. Ils avaient suscité, à l'époque, une vague d'indignation dans toute l'élite française, donnant naissance à un puissant mouvement arménophile dont les représentants étaient Jaurès, Clemenceau, Anatole France, Roman Rolland, Charles Péguy. D'ailleurs, nombre d'entre eux se sont retrouvés plus tard dans la défense de Dreyfus : les deux causes étaient justes et les deux causes étaient fidèles à de bons principes.

L'annexion du Haut-Karabakh est l'étape la plus récente de l'œuvre de rétrécissement de l'espace civilisationnel arménien. Elle n'est hélas sans doute pas la dernière du fait du rapport de force, dont l'établissement a été permis par l'Occident, entre les États autoritaires et les démocraties enchaînées par leur timidité. On a vu, encore récemment, la campagne de déstabilisation de l'Azerbaïdjan contre la France en Nouvelle-Calédonie et dans l'ensemble des départements d'Outre-mer. L'Azerbaïdjan tient en respect des membres du Conseil de sécurité des Nations unies ! C'est impensable.

Laisser les États autoritaires gagner du terrain, c'est nourrir un crocodile qui n'aura pas besoin d'invitation pour croquer la main de son nourrisseur, dirigé par l'appétit. Cette vérité est encore plus concrète relativement au cas arménien, situé dans un environnement de dictatures expansionnistes. J'attire également l'attention de l'auditoire sur un fait : l'impunité du crime de 1915, ce génocide resté impuni. Contrairement à la Shoah ou au génocide rwandais, les auteurs du génocide arménien n'ont jamais été traduits ni devant un tribunal ni devant l'histoire. Ce sentiment d'impunité pousse les dictateurs à l'action. Il faut donc soutenir l'Arménie au nom d'un principe de responsabilité universelle, parce qu'il s'agit d'un peuple qui a été victime du premier génocide du XX^{ème} siècle. Il est de la responsabilité et du devoir de l'humanité de punir et de prévenir la récurrence de tels crimes. Aider l'Arménie se fait donc pour un ensemble de valeurs et de principes que je n'oppose pas aux intérêts. La situation dans laquelle se trouve la situation internationale impose de réfléchir à ces valeurs. La démocratie dans le monde est tellement menacée que je considère que soutenir l'Arménie se ferait au nom des valeurs, mais aussi des intérêts du monde occidental. Conserver ces îlots démocratiques ou, comme le dit de façon plus imagée Sylvain Tesson, ces « anomalies démocratiques », c'est notre intérêt. Quand je dis « notre intérêt », je m'inclus dans cet Occident, avec la France et ses alliés du monde libre et démocratique. Aujourd'hui, c'est le totalitarisme qui avance et je considère comme de l'intérêt premier de l'Europe et du monde libre de ne pas le permettre et de soutenir l'Arménie.

Soutenir, plus qu'aider à la gestion de l'urgence, veut dire aider à fonder un État arménien viable et sûr au milieu de ces trois empires. C'est ce que le Président de la République appelle aussi la « véritable frontière sud-orientale » de l'Europe. Trois étapes me semblent nécessaires.

D'abord, renforcer les capacités de défense de l'Arménie. Je profite à ce titre de la présence de Monsieur Frédéric Encel pour évoquer avec vous le souvenir d'une de ses conférences à la mairie de Paris l'année dernière à l'occasion de la commémoration du génocide arménien. Je me souviens de ses propos : « l'histoire de l'humanité a montré que jamais un génocide ou une épuration ethnique n'a pu être prévenu par l'usage juste d'un soft power ».

Ensuite, l'Arménie a besoin de ne pas se contenter de ce *soft power* pour pouvoir se protéger. Renforcer les capacités de défense de l'Arménie, l'aider à se défendre, opposer une force à l'Azerbaïdjan, à la Turquie, sanctionner sont impératifs. Il faut stopper l'adversaire et démontrer la fin de l'impunité. C'est la seule manière de ramener la stabilité dans la région. Cela passe également par le soutien économique. On sait que pour être un État viable, il faut pouvoir protéger sa propre sécurité ce qui, à l'intérieur des frontières, passe par le développement économique.

N'oublions pas, enfin, que l'Arménie est un pays démocratique et, malgré toutes les difficultés actuelles, intrinsèquement attaché à la démocratie, mais aussi à la France étant francophile. Cet État inconditionnellement acquis à la France était appelé par Clemenceau en 1918 « le vaillant petit allié ». Voilà qui a encore du sens aujourd'hui, car la guerre n'est pas finie. Certes, ce n'est plus la Première Guerre mondiale, mais l'actuel conflit est presque mondialisé. Comme la France a aidé l'Arménie à plusieurs reprises dans son histoire, des Arméniens sont morts pour la France. N'oublions pas.

Pour que ce « vaillant petit allié » continue à faire œuvre utile, il ne doit pas perdre son premier soutien, la France. Cette amitié est autant dans l'intérêt de l'un que de l'autre.

Robert VASSOYAN

Merci infiniment à vous trois. Je ne souhaite pas faire de conclusion, mais peut-être un rapide récapitulatif par la liste des propositions essentielles issues de cette première discussion.

Je retiens qu'il n'y a pas de fatalité dans la situation au Moyen-Orient et au Caucase. La complaisance géopolitique a abouti au déshonneur, sans par ailleurs les bénéfiques escomptés. Tu le disais Tigra, pour quelques gouttes de gaz, qui plus est, de gaz russe recyclé, l'Artsakh a été perdu, le Kurdistan abandonné, Erdogan parade avec le Hamas, Aliyev fanfaronne avec Poutine et menace les intérêts de la France – la Nouvelle-Calédonie en est l'exemple le plus concret. Les ambitions d'Aliyev sont claires : annexer tout le sud de l'Arménie. Il affiche ce projet avec arrogance et fait son lit dans cette complaisance maladroite du monde occidental que nous devons interrompre sans tarder. Ce n'est pas juste une question de valeur, Son Excellence l'a très bien rappelé, c'est là où se trouvent nos intérêts. Arménie et Kurdistan ont tant à nous apporter en tant que partenaires fiables et inspirés par notre histoire. Certains acteurs ne comprennent que le rapport de force, c'est le cas des dictateurs. Il est donc plus que temps d'imposer des sanctions et de porter notre voix par des actions claires, à commencer par le gel de l'accord gazier et le boycott de la COP 29.

C'est, bien sûr, une question de volonté, mais c'est aussi une question d'imagination : il faut bâtir ces nouvelles alliances stratégiques. La France peut jouer un rôle et il faut aujourd'hui aller plus loin sur le plan de l'alliance stratégique, diplomatique, économique. Surtout, il faut entraîner l'Europe, ce en quoi cette question est affaire d'imagination. Le sujet pour l'Europe n'est pas seulement de réagir aux événements, mais de faire l'histoire.

II. *Quelle chemin vers la paix pour les pays de la région ?*

Éric Danon : ancien ambassadeur de France en Israël de 2019 à 2023

Frédéric Encel : essayiste et géopolitologue

Modération par **Anne-Laurence Petel**, députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie

Un certain nombre de pays de la région semblent prêts à entrer dans une logique de paix. Comment élargir les alliances (Émirats Arabes Unis, Arabie saoudite, Maroc, ...), s'appuyer sur les accords précédemment négociés et imaginer des solutions vertueuses ? La réflexion permettra d'évoquer les situations et perspectives libanaises, syriennes ou palestiniennes.

Anne-Laurence Petel

Ravie de revenir à l'estrade pour l'animation de cette deuxième table ronde. À ma gauche, Frédéric Encel, docteur en géopolitique, directeur de recherche à l'Institut français de géopolitique, maître de conférences à Sciences-Po Paris, dont je note le dernier ouvrage : *Les voix de la puissance*. À ma droite, Éric Danon, chevalier de la Légion d'Honneur, ancien ambassadeur de France en Israël après avoir été ambassadeur pour le désarmement de 2007 à 2011.

En 2020, la signature des Accords d'Abraham entre Israël et Bahreïn d'une part et Israël et les Émirats arabes unis d'autre part, puis leur prolongation avec le Soudan et le Maroc, amorcent une normalisation des relations dans la région – et probablement un front commun contre l'Iran chiite.

Le massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas porte non seulement la marque du terrorisme islamiste qui touche entre autres les démocraties occidentales, mais l'organisation terroriste a par cet acte barbare voulu, semble-t-il, également porter un coup d'arrêt à l'instauration d'un climat de coopération et de confiance dans la région entre Israël et ses voisins.

Le conflit israélo-palestinien est relancé, d'une intensité aussi haute que le choc provoqué par le massacre terroriste dans la société israélienne. Dès lors, comment retrouver le chemin de la paix ? Avec qui ? Car pour faire la paix, il faut que les deux parties y consentent et que les partenaires régionaux n'y soient pas hostiles.

Je vais commencer avec une question : en quoi la radicalisation religieuse entre les deux camps constitue-t-elle un obstacle à la paix et sur quel partenaire s'appuyer pour avancer, dans un premier temps, sur l'arrêt du conflit puis sur le chemin de la paix ?

Frédéric Encel

Monsieur le Ministre, merci. C'est toujours un honneur et un plaisir. Je suis très heureux de la fréquentation de ce colloque, qui signifie que beaucoup de gens s'intéressent à un mieux dans ce grand Moyen-Orient. J'inclus évidemment le Sud-Caucase dont il a brillamment été fait état tout à l'heure, mais également nos alliés et amis démocrates dans la région.

Je suis de ceux qui considèrent, je le redirai en conclusion, que les valeurs procèdent des intérêts. Souvent en géopolitique, plus précisément, ceux qui se piquent de faire de la *realpolitik* considèrent que les valeurs ne doivent pas fonder les relations internationales. Ce qui compte, ce serait les intérêts. Mais les intérêts dépendent de nos valeurs. Si on ne défend pas nos valeurs, on ne défend pas nos intérêts.

Sur la question principale. D'abord, je suis de ceux qui considèrent que l'instrumentalisation du religieux au profit du politique relève toujours de la catastrophe. Ceux qui manipulent, au sens le plus instrumental du terme, le religieux au profit du politique sont des gens des plus dangereux. Ce qui ne signifie pas qu'il faille balayer d'un revers de main la réalité qu'à Jérusalem et aux alentours, des gens entretiennent une foi ardente. C'est au contraire une réalité qu'il faudra traiter. Mais dès lors qu'est fixée en amont de toute considération la volonté de Dieu, que bien sûr ses interlocuteurs particuliers connaissent, alors cette argumentation d'autorité absolue, indiscutable, interdit toute discussion. Le politique au sens grec, la cité des hommes, doit l'emporter sur le théologique. Ensuite, ne jamais privilégier la politique du pire. Je pense qu'à certains égards, la politique du pire a été jouée depuis de nombreuses années par la droite des gouvernements israéliens, ce qui retombe sur ce pays. Ceux qui ont fait de l'histoire, comme politologue je n'en fais pas de manière professionnelle, savent que ceux qui, par tactique, jouent la politique du pire sur de petits espaces avec de faibles moyens en fonction d'une fenêtre géopolitique particulière peuvent réussir. Mais quand on en fait une stratégie, cela finit toujours par retomber sur ses auteurs. Madame la Présidente évoquait les accords d'Abraham. J'ai rencontré voilà un an et demi au Darfour les chefs soudanais, aussi barbares l'un que l'autre. Leur demandant s'ils étaient favorables au maintien des accords d'Abraham, ils ne savaient pas de quoi je parlais. Quelqu'un, pourtant, a bien un jour apposé la signature de l'État ! Le Bahreïn, les Émirats et le Maroc, pays pivot dans ce cadre des accords, sont des États qui ne jouent pas la politique du pire, mais au contraire, on le voit depuis le 7 octobre, une politique plutôt constructive.

Éric Danon

Je reprends à mon compte ce que vient de dire Frédéric Encel, et avant cela, je vous salue, Monsieur le Ministre, et vous remercie pour votre invitation. Madame la Députée et vous tous, c'est un grand plaisir d'être ici.

Je reprends, disais-je, tout ce qu'a dit mon prédécesseur. J'ajoute, par rapport à la question de la radicalité religieuse, qu'elle est toujours le principal problème pour faire du compromis politique. Cela vaut partout dans le monde. À partir du moment où entre en scène la radicalisation religieuse, par des gens qui revendiquent que la transcendance dans laquelle ils sont du sacré passe au-dessus de toute considération, vous avez un problème pour faire un compromis politique. C'est particulièrement le cas au Proche-Orient.

Depuis toujours, la difficulté sur ces terres consiste en ce qu'on a négligé cette dimension religieuse pour traiter un conflit qu'on a défini ou décrit comme territorial, alors même que cette dimension religieuse était le moteur de beaucoup de personnes agissant dans la zone. Le non-traitement de la dimension religieuse entraîne une impossibilité politique d'aller vers la paix et c'est là la difficulté au bout du compte : c'est bien un conflit de nature territoriale (où fait-on passer la frontière ?). Or, pour déterminer où la frontière doit passer, le fait que les forces en présence étaient en grande partie mues par des considérations religieuses a été négligé. Si on ne traite pas cet élément, toute issue est impossible.

Je prendrai deux exemples. Prenez d'abord l'affaire du Mont du Temple, *Haram aš-Šarīf*, c'est-à-dire l'esplanade des Mosquées et ce qui est en dessous jusqu'au Kotel, le Mur des Lamentations. Est-ce que vous pensez que des politiques ou des diplomates peuvent régler cette affaire ? Pour les deux parties, ce sont des lieux d'une importance capitale au plan religieux et la difficulté est que jamais les religieux ne furent

mis ensemble pour essayer de trouver un compromis, précisément parce que l'idée de mettre des religieux en négociation pour trouver le bon compromis est quelque chose qui n'est pas dans la pensée occidentale. Au bout du compte, la capacité à vivre convenablement en bonne harmonie, cette idée même de Jérusalem, est annihilée. Aujourd'hui, Israël compte 30 % à 40 % de Juifs dits « messianiques » qui donc se portent en Cisjordanie – ou Judée-Samarie – en revendiquant la propriété sur cette « terre promise » par le Livre. Que voulez-vous négocier avec eux ? Un compromis politique sans prendre en compte cette dimension religieuse ? Impossible, car s'ils n'ont pas de motif religieux, ils n'ont aucune raison d'aller sur ces territoires-là. Donc vous voyez que bien sûr, le politique doit toujours l'emporter sur le religieux, mais négliger que des gens puissent être mus, c'est-à-dire transportés par la religion ou par le sacré ou par la mystique, c'est se priver d'un élément essentiel dans le débat.

En France, la laïcité n'a jamais été l'ignorance même de l'importance du fait religieux, elle était simplement de faire passer le politique séculier avant en termes d'organisation de la société. Mais transposer le même schéma au Proche-Orient tel que, ne marche pas. Il faut donc inventer d'autres manières de faire. Mais à ce stade, plus vous avez une radicalisation religieuse, moins vous avez de chance de trouver un compromis.

Je termine par quelques considérations actuelles. Le gouvernement israélien est tourné vers l'extrémisme religieux comme aucun gouvernement avant lui. Parce que Netanyahou a fait rentrer l'extrême-droite et l'extrême religieux dans sa majorité pour se maintenir au pouvoir d'un côté, et que vous avez de l'autre, de façon quasi symétrique, une attaque du Hamas qui va perpétrer le pire massacre antisémite qu'on puisse imaginer, au nom de « Allahu akbar » et non pas « Free Palestine ». Nous faisons face à une confessionnalisation du conflit qui nous laisse pour le moment sans prise directe. De là la question de savoir s'il faut soutenir Netanyahou dans sa destruction voulue totale du Hamas, c'est-à-dire le laisser agir au nom d'une idée par laquelle il protégerait quelque chose de quasi-civilisationnel. Cette dynamique a pour prix ce que l'on voit à Gaza.

Le Hamas a attaqué, c'est bien sûr un massacre antisémite parce qu'ils ont tué des Juifs, mais c'est aussi quelque part une attaque contre des valeurs occidentales et une manière de penser le monde à l'occidentale. Même si le Hamas n'a jamais voulu aller territorialement au-delà de la Palestine mandataire britannique, par son acte et par sa manière de penser, celle des Frères musulmans, il se place dans quelque chose de beaucoup plus vaste et de beaucoup plus problématique pour nous en termes de valeur. La question est donc de savoir comment soutenir quelque chose qui relève des valeurs et de la civilisation alors même que ce qui se passe au Proche-Orient actuellement est tout simplement un désastre.

Anne-Laurence Petel

Ma deuxième question sera évidemment relative à la création de cet État palestinien, proposé comme une solution. Tant que le Hamas subsiste, la création d'un État palestinien est-elle une solution réaliste ? La fameuse solution à deux États, puisqu'on l'appelle ainsi, est-elle bien la seule issue au règlement du conflit et à l'instauration de la paix dans la région ?

Éric Danon

D'un point de vue méthodologique, il n'y a pas de solution, qu'elle soit à deux États ou à un État. Le terme même de solution est une absurdité géopolitique. Vous n'avez jamais demandé une solution à la question arméno-azerbaïdjanaise, ni à la question russo-ukrainienne ni à aucune autre. Il ne s'agit pas d'une solution à trouver : la tectonique des plaques en géopolitique bouge sans arrêt, avec des moments de stabilisation, des moments de guerre, des moments de paix relative, etc. Parler de la « solution » à deux États, telle qu'on

la définit d'habitude, c'est-à-dire Jérusalem capitale des deux États, les frontières de 1967, les paramètres d'Oslo, le retour des réfugiés, n'a en réalité aucune chance d'arriver.

Tout le monde le sait, sauf que c'est une position qui est irréprochable, inattaquable, qui sert tout le monde. À titre personnel, je suis pour la paix dans le monde. Ce n'est pas pour cela que ça va arriver. Quelque chose qui a l'air très bien sur le papier peut se fracasser contre le mur de la réalité. Si ce n'est pas arrivé depuis soixante-quinze ans, c'est qu'il ne s'agit sans doute pas de la bonne solution. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas d'un État palestinien un jour. Il y a des principes sur lesquels il faut tenir, notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais la séquence imaginée depuis toujours n'est pas la bonne séquence. On peut parler d'autres manières de faire là où le quai d'Orsay répète sans arrêt qu'il ne s'agit que de la seule « solution ». La « seule » solution empêche de réfléchir à autre chose, ce qui pose un vrai problème de raisonnement géopolitique, notamment dans le cadre des accords d'Abraham. Je pense que les accords d'Abraham sont le seul vrai *game-changer* des vingt-cinq dernières années. C'est un début de normalisation des relations d'Israël avec le Bahreïn, le Maroc et les Émirats Arabes Unis, ce qui a très bien fonctionné pour ce qui est du Bahreïn et des Émirats. Des coups d'essai, pourrait-on dire, pour ce qui est beaucoup plus important à terme : la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie Saoudite. Si elle avait lieu, c'est bien l'Arabie Saoudite qui aurait un vrai rôle à jouer, car elle est dans une capacité tout à fait différente des autres, y compris financièrement, et on pourrait expliquer pourquoi elle est sans doute le seul pays aujourd'hui intéressé au sort des Palestiniens eux-mêmes et non pas du conflit israélo-palestinien.

Je rappelle, pour conclure, que les États arabes et notamment méditerranéens ne souhaitent pas la fin du conflit, qu'ils n'ont jamais rien fait pour les Palestiniens eux-mêmes, que ce qui les intéresse, c'est de maintenir le conflit à bas bruit de façon à ce qu'Israël ne puisse jamais devenir une super puissance. Cette normalisation avec l'Arabie Saoudite est donc l'élément intéressant. Elle se poursuit malgré la guerre, ce qui veut dire qu'il y a bien un intérêt à passer à autre chose. Cette autre chose permettra probablement de trouver, avec une médiation américano-saoudienne, une issue au conflit israélo-palestinien et une amélioration du sort des Palestiniens. Peut-être pourront-ils, à terme, être dotés d'un État. Pour l'heure, on ne peut que constater l'incapacité à avoir une gouvernance palestinienne de bonne qualité. Il suffit de voir ce qui se passe à Ramallah, de voir ce qu'est le Hamas.

Certains diront qu'il faut reconnaître l'État palestinien et monter la gouvernance après. Je pense que c'est le contraire : il faut améliorer aujourd'hui la gouvernance des instances palestiniennes et régler les problèmes ensemble et voir, à l'arrivée, quel type d'État est possible, sûrement un État à souveraineté diminuée.

Une blague circule en Israël : « Ce n'est pas qu'il ne faille pas mettre la charrue avant les bœufs, c'est qu'il ne faut pas mettre la charia avant l'Hébreu. » Cette mauvaise plaisanterie est symptomatique d'un principe de précaution qui doit prévaloir. L'État palestinien ne peut être que la résultante de tout ce qu'on aura fait avant pour qu'il soit viable et qu'il soit en paix à côté d'Israël.

Frédéric Encel

D'abord, si vous connaissez des gens qui fantasment le départ des Israéliens d'Israël, inquiétez-les. Les Israéliens ne partiront pas. Ce n'est pas une espèce de bastion colonial au fin fond de Oubangui-Chari. Ceux qui croiraient naïvement que l'État d'Israël aurait été créé sur la base d'un sionisme qui devait trouver une solution aux pogroms de Russie se trompent. On ne fuit pas les pogroms de Russie en allant se réfugier, je dis bien se réfugier, dans un coin abandonné de l'Empire ottoman et laissé comme tel depuis cinq siècles, aux populations locales hostiles. Les Israéliens sont rentrés chez eux, du moins c'est leur représentation au sens lacostien du terme. C'est une perception identitaire lourde sur des temps très longs. Je rappelle par

ailleurs que le sionisme a débuté avant les grands pogroms de 1881. Attaquer les Israéliens sur leur illégitimité sur ce territoire ne fait que les rendre plus résilients et nourrit la bête.

Maintenant, si certains d'entre vous ont des amis ou des connaissances qui fantasment le départ des Palestiniens, inquiétez-les : les Palestiniens ne partiront pas. Je les connais, et je connais aussi les Israéliens : la première fois que j'ai fait du terrain, c'était en 1986. J'ai vu le développement de la conscience nationale palestinienne. Historiquement, celle-ci n'est pas totalement évidente jusqu'au début du XXe siècle, mais au fond, l'important est son actuelle réalité. La conscience collective palestinienne existe, comme la conscience collective israélienne. Il nous faut composer avec cette réalité.

Deuxièmement, par ces temps un peu troubles pour un géopolitologue, j'écoute souvent Pierre Desproges qui, à la question de savoir si on pouvait rire de tout, répondait « oui, mais pas avec n'importe qui ». Rire avec le Hamas n'est effectivement pas évident. Lorsque j'évoquais dans mon introduction la politique du pire, menée par la droite ou l'extrême droite des gouvernements israéliens successifs ces dernières années – pas dans les années 70, mais aujourd'hui – je pensais à cela. Le Hamas est un mouvement viscéralement, structurellement et fondamentalement barbare comme branche radicale des Frères musulmans, organisation pas totalement drolatique. Ces gens, monsieur l'Ambassadeur l'a fort bien rappelé, n'avaient pas hésité à donner lieu à des massacres dans les rues de Jérusalem et Tel-Aviv pendant les accords d'Oslo, à l'époque où l'extrême droite n'est pas au pouvoir en Israël. Au contraire, se trouvaient aux responsabilités la gauche et les centristes. Déjà, pourtant, le Hamas perpètre des massacres épouvantables et toujours sur les mêmes slogans de nature religieuse. On a bien affaire à une forme extraordinairement violente du djihadisme palestinien. Il est nécessaire, me semble-t-il, de distinguer le Hamas, qui a toujours joué la politique du pire fidèlement à sa charte, de l'Autorité palestinienne. L'Autorité palestinienne, sur la base de l'OLP qui fut le socle principal du mouvement national palestinien pendant très longtemps, s'est inscrite dans la dimension politique, faisant contre mauvaise fortune bon cœur dans un contexte peu favorable. Cette autorité palestinienne, dont beaucoup disent qu'elle est proche de l'effondrement, discréditée, délégitimée, tient pourtant, après six mois d'une guerre de haute intensité et de bombardements israéliens en guise de riposte. L'Autorité palestinienne est peut-être discréditée, mais elle tient debout et coopère très bien avec Israël, ce qui signifie que la plus grande part des responsables palestiniens depuis les accords d'Oslo de 1993 sont encore une fois, bon an mal an, d'accord pour poursuivre quelque chose qui ne serait pas nécessairement une paix chaude à l'ouest-européenne, mais en tout cas vers autre chose que l'apocalypse qu'a choisie le Hamas.

Enfin, ce sera mon dernier point, je partage les propos de monsieur l'ambassadeur sur la solution à deux États. La première personnalité que j'ai rencontrée lorsque j'ai commencé à faire mes recherches doctorales sur place en 1993 était l'un des adjoints de Jérusalem, Meron Benvenisti, un travailliste d'une remarquable intelligence, à qui j'ai affirmé fièrement, lettre de recommandation d'Yves Lacoste en main, vouloir étudier les possibilités de solution à Jérusalem. L'homme me regarde, étonné, et me dit : « Jeune homme, il n'y a pas plus de solution à Jérusalem qu'il n'y a de solution à la vie parce que Jérusalem, c'est une situation. » J'ai trouvé ça fulgurant. C'est la situation de l'instrumentalisation pluriséculaire du religieux au profit du politique, mais c'est aussi une situation du religieux non instrumentalisé. Par conséquent, il ne s'agit pas de trouver une solution. Il a voulu me faire comprendre, et je fais mien ses mots de l'époque d'Oslo, qu'il s'agissait de trouver un moindre mal, d'aller vers un mieux, vers une forme de coopération qui permettrait au plus grand nombre de mamans de verser le moins de larmes possible en enterrant leurs enfants. J'y ajoute une nuance pour la beauté du débat : je crois qu'on ne peut pas aller vers un État palestinien qui disposerait des mêmes prérogatives que n'importe quel État reconnu, notamment en matière de défense. Aucun Israélien, de mon point de vue, ne l'accepterait, même de l'extrême gauche. Et alors, certainement plus depuis le 7 octobre, c'est une certitude. Mais, au-delà de ça, les Israéliens ne sont pas les seuls à décider. Les Jordaniens, les Égyptiens, n'ont pas nécessairement envie d'avoir une armée palestinienne à leur porte. On le voit bien d'ailleurs tous les jours avec l'Égypte comme avec la Jordanie et les autres pays arabes. Donc la solution des deux États me semble, même dans le cas d'un État démilitarisé du côté palestinien, peut-être d'ailleurs dans le cadre d'une confédération avec la Jordanie, me semble plus relever

de la discussion technique. C'est une perspective plus qu'une solution. C'est, du reste, une position onusienne. En existe-t-il une autre ? Personne ne l'a trouvée à ce jour, sinon les fanatiques qui souhaitent la disparition de l'une ou l'autre population. Cela ne doit pas marcher pour des raisons morales, et cela ne marchera pas d'un point de vue géopolitique.

Si les deux populations restent, et que chacune souhaite vivre indépendamment de l'autre, par mépris au pire, par désir de souveraineté au mieux, il n'y a pas d'autre perspective que celle d'une forme de frontière. À ceux qui en Europe sont de grands humanistes, et je prétends en être, et qui parfois ont eu tendance de manière paternaliste à remplacer les Israéliens et les Palestiniens, je dis qu'ils font fausse route. Qui suis-je pour exiger la paix ? Imaginez, surtout, un Français ou un Allemand demander cela !

Aujourd'hui, cela marche bien entre la France et l'Allemagne, parce qu'il n'y a ni vingt millions d'Allemands dans le Massif central, ni vingt millions de Français en Bavière. En un mot : ces gens-là ne s'aiment pas, ils ne veulent pas vivre ensemble. Je ne parle pas des Arabes israéliens qui sont par ailleurs extrêmement loyaux à l'État d'Israël, on le voit plus que jamais depuis le 7 octobre. Je parle des Palestiniens des territoires palestiniens d'un côté, et des Israéliens de l'autre côté. Et, quelque part, c'est plutôt une bonne nouvelle, qui nous fera aller, un jour, vers une forme de séparation frontalière négociée qui permettra à chacun de vivre le moins mal possible et de la manière la plus libre et la plus indépendante possible, par rapport et face à l'autre.

Anne-Laurence Petel

Je conclus en deux mots. Nous devons tenir compte du paramètre religieux qui grippe le compromis politique pour permettre, *in fine*, que le politique puisse décider de la solution à privilégier. Aller vers la normalisation implique de distinguer les acteurs fiables de la région et de s'appuyer sur des partenaires régionaux intéressés par le règlement du conflit. Ce qui m'amène à vous interroger sur un ultime élément. Peut-être le mantra de la solution à deux États est-il une chimère. Dans ce cas, cette guerre ne devrait-elle pas permettre de changer de paradigme, à nos diplomaties de réfléchir différemment pour aller vers le règlement de ce conflit ? Quel est ce changement de paradigme ?

Éric Danon

Les guerres sont des choses atroces, mais ont un avantage : elles changent justement la donne et permettent de repartir différemment. C'est terrible à dire puisqu'on repart différemment, certes, mais sur un massacre. C'est pour autant un état de fait avec les vraies guerres. Ce qui se passe sous nos yeux est une vraie Guerre. La difficulté consiste en ce qu'à la fin des guerres, il faut que des hommes et des femmes remarquables émergent de façon à pouvoir conclure la paix. Or, le personnel politique des deux côtés ne permettra pas d'arriver à quoi que ce soit.

Notre première espérance est que la guerre permette de faire émerger des gens de bonne qualité, capables d'incarner une vision politique et de déployer la force pour mettre en place une paix. Ne sont pas de Gaulle et Adenauer qui veulent. Il faut pouvoir tourner la page d'un siècle entier de deux narratifs arabes et israéliens qui n'ont cessé de s'opposer, qui parfois se sont rapprochés, mais ont connu nombre d'occasions ratées. Malgré les retours en arrière, il y a pour moi toujours un espoir d'y arriver, bien que je ne voie pas avec qui aujourd'hui.

Frédéric Encel

Lorsque vous faites une revue de la presse moyen-orientale juste avant la guerre du Kippour, quatrième guerre israélo-arabe en 1973 qui avait fort mal commencé pour Israël pour des raisons assez similaires à celles qui ont mené à la catastrophe du 7 octobre, vous arrivez vite à la conclusion qu'existe un nœud gordien qu'on ne pourra pas trancher. La guerre a été extrêmement violente, une des pires du XXe siècle, dans un temps très ramassé et sur des espaces très restreints de surcroît.

Juste après, les négociations commençaient. En résultaient les accords de paix de Camp David qui aujourd'hui constituent l'une des sinon la paix la plus solide du Moyen-Orient, on le voit tous les jours sur l'axe Philadelphie au sud de Gaza et dans le Sinaï égyptien. De ce point de vue-là, je pense que le nœud gordien pourrait être en train d'être tranché avec un retour à quelque chose qui ne ressemblerait pas aux accords d'Oslo, mais en tout cas à un processus de négociation, à trois conditions. D'abord, la destruction militaire du Hamas à Gaza, c'est-à-dire son affaiblissement voire sa destruction politique, car au Moyen-Orient, l'affaiblissement militaire correspond symétriquement à l'affaiblissement politique de manière quasi-mécanique. Ensuite, la chute du gouvernement Netanyahu : toutes les enquêtes d'opinion depuis le 7 octobre indiquent qu'une immense majorité d'Israéliens le tiennent pour responsable, il est donc en sursis. Enfin, le retour de l'Organisation de libération de la Palestine dans la Bande de Gaza, car aucune autre structure n'a la légitimité ni la légalité internationale pour investir et contrôler ce territoire. Si, enfin, le 5 octobre prochain voit le maintien au pouvoir de Joe Biden, on peut espérer le retour à une forme de processus de négociation.

III. Comment aider les forces démocratiques et les oppositions aux régimes autoritaires de la région ?

Mathieu Lefèvre, député et Président du groupe d'amitié France-Israël

Benjamin Haddad, député et Président de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Sarah Tanzilli, députée, vice-présidente du groupe d'amitié France-Arménie et co-présidente du groupe d'études kurdes de l'Assemblée nationale

Modération par **Anne-Laurence Petel**, députée, présidente du Groupe d'amitié France-Arménie

Au-delà de l'indignation morale, comment aider concrètement nos alliés dans la région et soutenir les oppositions au sein des régimes hostiles au modèle démocratique.

Anne-Laurence Petel

Une observation lucide du monde nous oblige au constat suivant. Il existe bel et bien une alliance des désordres et des tyrans. La Turquie et l'Azerbaïdjan s'entendent avec la Russie contre l'Arménie pendant que le Hezbollah libanais, l'Iran et le Hamas font face à Israël ; sans oublier bien sûr la persécution des Kurdes par ces mêmes Turcs alliés des Syriens. Cette solidarité a pour objectif d'affaiblir voire de détruire les forces démocratiques où qu'elles se trouvent.

Ainsi, les conflits qui peuvent sembler lointains à nos concitoyens nous concernent directement en ceci qu'ils mettent en présence des menaces qui nous sont communes et mettent en péril des valeurs essentielles que nous partageons.

Dès lors, face à cette géopolitique des tyrans, comment pouvons-nous organiser la riposte et surtout la protection et le soutien aux démocraties en danger et aux oppositions démocratiques souvent opprimées et démunies ?

Je pense évidemment à l'Arménie engagée dans un rapport de force inégal avec ses voisins qui risque l'invasion à tout moment, à la jeunesse iranienne emprisonnée et pendue, je pense aux Libanais dont le pays est à la dérive, soumis aux actions belliqueuses du Hezbollah, mais aussi au massacre du 7 octobre en Israël et aux Palestiniens qui, ces dernières années, ont tenté de s'opposer au Hamas et l'ont payé de leur vie.

Aussi ma première question aux trois parlementaires à mes côtés sera la suivante : comment concevez-vous le rôle de la représentation nationale et au-delà de l'Europe dans le soutien aux forces démocratiques et aux démocraties pour ?

Sarah Tanzilli

Merci Anne Laurence, Monsieur le Ministre.

Je crois que l'oubli tue. Et je crois que dans le moment que nous venons de vivre, il y a des exemples qui sont frappants dans la manière dont l'oubli tue. Bien évidemment, je suis obligée de mentionner la situation qu'a connue le Haut-Karabakh et le blocus de neuf mois dont finalement très peu de personnes ont parlé, et qui s'est soldé par l'épuration ethnique du Haut-Karabakh. Mais je pourrais aussi parler de la situation des Kurdes qui font régulièrement l'objet de bombardements et dont personne ne parle. Face à ça, la question du rôle de la représentation nationale dans cette affaire, je crois qu'effectivement, la première des choses, c'est d'être le porte-voix de ceux qui n'en ont pas. Pour cela, les Parlementaires ont un rôle crucial à jouer. Je crois Anne-Laurence que tu le sais très bien, parce que toi-même tu as contribué à porter la voix au moment du blocus pour faire entendre les populations arméniennes qui étaient au Haut-Karabakh coincées. C'est là une première chose. Mais je crois qu'il faut qu'on aille au-delà : le rôle de la représentation nationale est aussi, à mon sens, de flécher l'action et d'orienter l'action qui est la nôtre, celle du gouvernement et celle de la France, vers le soutien aux démocraties aux oppositions démocratiques dans les pays dictatoriaux. Je souhaite vous donner un exemple qui me semble assez intéressant et qui est à mon avis une piste qu'on pourrait encore développer, la diplomatie féministe. On peut constater que les régimes totalitaires auxquels nous sommes confrontés sont des régimes qui nient les droits des femmes. C'est quelque chose de relativement constant, qu'il s'agisse du Hamas, de l'Iran, de la Turquie... A contrario, on peut constater que des travaux sont menés au sein des forces démocratiques pour donner une place légitime aux femmes dans la société et en particulier dans les organisations politiques, je pense notamment aux Kurdes. Une chose me semble faisable dès demain : flécher l'aide publique au développement vers des projets en faveur du droit des femmes et stopper l'aide publique au développement pour des États qui, à l'inverse, sont des anti-droits et des anti-choix. Combattre pour les droits des femmes est à mon avis quelque chose qui va au-delà de la question de porter la voix et me semble être une piste de travail assez intéressante.

Il y a un dernier point que je voulais aborder, c'est la question du soutien aux opposants politiques. Je pense que, sur ce sujet aussi, des choses peuvent être faites, en particulier soutenir les opposants politiques dans les régimes autoritaires lorsqu'ils ont trouvé refuge dans les pays démocratiques, en particulier en Europe et en France. Je pense par exemple au soutien aux intellectuels et aux politiques turcs qui ont quitté la Turquie suite au durcissement du régime. Je pense à un vrai opposant en Azerbaïdjan qui doit être médiatisé, visibilisé, mis en relation avec les interlocuteurs politiques en place. Voilà des pistes de travail à développer.

Anne-Laurence Petel

On a quelques exemples qui nous montrent aujourd'hui cette nécessité de lutter. Je pense bien sûr à ce jeune rappeur Toomaj Salehi en espérant que les voix à la fois des citoyens, des élus et des politiques pourront permettre qu'il ne soit pas tué.

Mathieu Lefèvre, est-ce que vous voulez prendre la parole et nous dire votre conception du rôle de la représentation nationale dans ces combats ?

Mathieu Lefèvre

Merci à vous, Anne Laurence, Sarah, Monsieur l'Ambassadeur, mais aussi Monsieur le Ministre, pour votre accueil.

Effectivement, le rôle des parlementaires est de lutter contre l'oubli en ce qu'il est une forme de deuxième crime, de néantisation de ce qui a été. Il est peut-être un crime supplémentaire, plus odieux encore, dans les travestissements de l'histoire. Force est de constater que le débat public est traversé par ces inversions

accusatoires. Je préside le groupe d'amitié France-Israël. La plupart des critiques adressées à Israël par les opposants à l'existence même de cet État sont des critiques qui visent le fondement ontologique de l'État, au travers notamment de l'accusation de régime d'apartheid, au travers aujourd'hui de l'accusation de régime génocidaire. Je pense qu'un parlementaire de la majorité, attaché comme nous à l'universalisme, est aussi très attaché aux mots. Ce qui signifie qu'en tant que parlementaire, on doit être capable de placer sur le même plan et dire, dans le même temps, que ce qui se passe à Gaza n'est pas un génocide, mais pour le moins un drame humanitaire absolument épouvantable. Que, bien sûr, il convient de tout faire pour y remédier et apporter l'aide nécessaire aux civils. C'est d'ailleurs ce que fait la France sous l'égide de la diplomatie.

La question de l'exportation des valeurs démocratiques est, à mon sens, très ancienne puisqu'elle remonte aux conquistadors et à l'idée que l'on pouvait se faire de la supériorité de la raison et de la civilisation sur la barbarie. Cette question a resurgi ces vingt dernières années, soit par la force avec l'Irak ou l'Afghanistan, ou bien par le soft power en pensant que les pays d'Europe centrale et orientale allaient rejoindre la démocratie par la voie économique. La voie militaire évidemment ne pouvait fonctionner : on n'exporte pas la démocratie par les armes. Le soft power ne peut, quant à lui, pas fonctionner avec les démocraties illibérales auxquelles nous sommes confrontés, parce que la démocratie n'exerce aucun attrait sur ces pays. Ce qui signifie qu'on doit inventer un nouveau modèle, qui ne soit pas un modèle paternaliste ainsi que l'a rappelé monsieur Encel, mais qui soit un modèle susceptible de définir quels sont les standards que l'on veut pouvoir promouvoir dans le monde. De ce point de vue, je pense qu'on rejoindra la question que tu poseras, Anne-Laurence, qui est celle de l'Union européenne et celle de ce modèle de droits et de valeurs, qui doit servir non pas de modèle à exporter, mais de modèle à diffuser et à l'aune duquel on doit regarder notamment les régimes autoritaires auxquels nous nous faisons face. Évidemment, je souscris pleinement à ce qu'a dit Sarah sur la nécessité d'offrir des tribunes aux opposants politiques dans les régimes autoritaires. C'est, me semble-t-il, ce qu'a fait notre pays depuis des années et ce que nous devons continuer à faire. Dans le fond, la capacité pour une nation de s'exporter, de pouvoir se grandir des différences naît avant tout de sa capacité à entendre la différence.

Anne-Laurence Petel

Avant de passer la parole à Benjamin Haddad, je voudrais établir un parallèle avec ce que disait tout à l'heure Hasmik Tolmajian. Si les démocraties sont effectivement plutôt timides, l'Internationale des tyrans est très puissante. Elle joue beaucoup des réseaux sociaux, de la communication, de la réécriture de l'histoire, d'une emprise sur les esprits, notamment des enfants à qui sont adressés des livres d'histoire qui réécrivent le passé.

Tout l'enjeu pour nous est de lutter contre ces ingérences étrangères. Nous avons ainsi voté récemment une proposition de loi en ce sens, ce qui me permet aussi de vous annoncer que nous allons par ailleurs écrire, au nom du groupe d'amitié France-Arménie, au Premier Ministre Gabriel Attal relativement à l'Azerbaïdjan qui, non content d'ingérer dans les affaires françaises en montant une alliance des régionalismes, attaque nos diplomates – notre ambassadeur a récemment porté plainte en diffamation. Tout cela dit beaucoup de la température ambiante.

Je passe la parole à Benjamin Haddad pour un éclairage sur les ingérences.

Benjamin Haddad

Merci Anne-Laurence, Monsieur le Ministre. C'est pour moi un grand plaisir que de passer après deux amis, Sarah et Mathieu, mais aussi après Éric Danon et Frédéric Encel. Vous écouter fait peser sur mes épaules une certaine pression.

Je trouve le thème de votre colloque particulièrement approprié et nécessaire. Nous sommes effectivement dans un tournant existentiel pour les démocraties et l'Europe en première ligne. En première ligne, parce que le Vieux continent est encerclé de crises et d'agressions par des États autoritaires à l'offensive, qui s'ingèrent dans notre voisinage, parfois directement dans nos démocraties. L'Europe est plus en danger encore avec ce qui se passe aux États-Unis. Peut-être demain, Donald Trump réélu fera peser de graves interrogations sur les garanties de sécurité américaine au sein de l'OTAN, notamment. L'Europe pourrait se retrouver seule à devoir porter les valeurs libérales et démocratiques à travers le monde. Elle doit donc penser sa défense et sa sécurité.

Parler de soutien à des opposants démocratiques revient à parler de nos valeurs. Mais fondamentalement, et c'est ce point que je voudrais rappeler, ce sont de nos intérêts dont il s'agit. Une notion que l'Europe a du mal à appréhender alors que c'est bien sa survie qui est en jeu. L'enjeu pour nous est de nous réarmer intellectuellement, moralement, politiquement après des décennies de désarmement, notamment militaire. En effet, nos budgets de défense ont baissé continuellement. Enfin, les pays européens commencent à les réaugmenter sous la pression et dans l'urgence. Nous devons être capables d'aller plus loin en nous réarmant sur le plan intellectuel et en recouvrant la capacité de penser les rapports de force. L'Union européenne a remplacé les guerres par des coopérations, parfois des concurrences, mais régies par la norme, le droit et le marché. C'est un succès historique extraordinaire quand on connaît l'histoire de notre continent ! Le problème, c'est que ça nous empêchait de penser le reste du monde, qui lui continuait à fonctionner par la force, par la violence, par la menace. Entourés que nous sommes de Vladimir Poutine, de Xi Jinping et peut-être demain de Donald Trump à nouveau, qui pense la politique comme un rapport de force permanent, nous devons impérativement être capables de trouver l'équilibre entre, d'un côté, défendre notre modèle de civilisation qui est un modèle de coopération, de norme et de droit, de l'autre côté de comprendre qui sont nos ennemis.

Je dis des ennemis, parce que ce n'est pas parce que nous souhaitons un modèle de multilatéralisme et de coopération qu'il s'agit du souhait de nos voisins. Julien Freund, disciple de Carl Schmitt, a eu une formule que j'apprécie à ce sujet lors de sa présentation de thèse. Il livrait sa conception du politique en parlant de « l'ennemi » jusqu'à ce qu'un professeur, pacifiste, l'interpelle : « Mais vous voulez la guerre ! ». Et Freund de lui répondre : « Vous croyez que si vous dites que vous n'avez pas d'ennemi, vous n'en aurez jamais. » Mais c'est l'ennemi qui vous désigne, et vous pouvez lui faire toutes les protestations d'amitié et de bonne volonté, s'il a décidé que vous étiez son ennemi, et bien vous l'êtes. Il faut nous approprier cet enseignement. Je me réjouis de voir que, par exemple sur la question de la relation avec la Russie, notre pays en appelle à un sursaut européen, changeant ainsi le type de vocabulaire utilisé jusqu'alors. Depuis le 24 février 2022, notre soutien à l'Ukraine, à la démocratie ukrainienne est la première ligne de front aujourd'hui de l'Europe face à l'agression russe. Nous avons passé notre temps à négocier avec nous-mêmes, à nous fixer des limites, des lignes rouges, à dire à l'adversaire ce que nous ne ferions pas, le type de matériel que nous ne livrerions pas. Grâce au président de la République, on renverse enfin un peu la table et maintenant, on décide de placer des lignes rouges à l'adversaire. C'est ce dont vous parliez plus tôt : les ennemis de l'Europe convergent et coopèrent entre eux. Ce sont des drones iraniens qui viennent frapper les civils Ukrainiens, le même régime qui massacre sa population éprise de liberté. C'est bien l'Azerbaïdjan qui soutient les groupes terroristes du Hezbollah et du Hamas contre les Israéliens, et contre d'ailleurs la souveraineté de la plupart des pays de la région, avec bien sûr la Chine en toile de fond. C'est bien Vladimir Poutine qui abandonne la Petite Arménie parce que son Premier ministre Pachinian veut se tourner vers l'Europe, lutter contre la corruption, rejoindre la Cour pénale internationale. Les Arméniens sont trahis par la Russie qui était pourtant leur partenaire historique.

Comme parlementaires, nous avons, je le crois, une haute responsabilité. En cette période, il nous faut participer et nourrir le débat d'idées. C'est ce que nous faisons ce soir. Il nous faut amener ces sujets auprès

de nos concitoyens. Sujets sur lesquels nous avons une voix à porter. Celle de l'Assemblée nationale contribue au rayonnement de la diplomatie de la France et c'est pour cela qu'avec mes collègues nous avons porté un certain nombre de résolutions, d'ailleurs souvent transparentes. Il faut le dire : heureusement, sur ces sujets, nous arrivons parfois à dépasser les clivages partisans traditionnels et à travailler avec les uns et les autres, par exemple sur le soutien aux femmes iraniennes, sur la diplomatie féministe que mentionnait Sarah, avec une résolution qui est portée en ce moment par nos collègues Constance Le Grip et Astrid Panosyan, qui demande notamment la désignation des Gardiens de la Révolution iranienne comme groupe terroriste. Nous devons par ailleurs renforcer les moyens au niveau européen, par exemple pour tarir leurs financements. Nous sommes force de proposition d'autres résolutions, bien sûr, pour soutenir l'Arménie et ne pas oublier les otages du Hamas, à commencer par nos compatriotes dont les familles vivent un enfer depuis plus de six mois. Évidemment, des résolutions de soutien à l'Ukraine qui ont, dans le contexte actuel, un sens particulier. Nous parlions de l'oubli. Je pense à ce titre que nous devons reconnaître le caractère génocidaire des Holodomor, ces famines de masse organisées par le régime de Staline contre la population ukrainienne. Cette guerre d'agression contre l'Ukraine est une guerre territoriale, mais c'est aussi une guerre politique qui vise à effacer la spécificité même de l'identité ukrainienne, son avenir, c'est-à-dire sa liberté à choisir son orientation politique, mais aussi son passé et son histoire. Rappeler ce qu'est l'histoire spécifique de l'Ukraine, victime de l'Union soviétique, fait aussi partie de notre responsabilité.

Vous le voyez, les députés sont extrêmement mobilisés. Vous pourrez compter sur nous pour continuer à mener tous ces combats à l'Assemblée nationale et ailleurs.

Anne-Laurence Petel

Vous avez chacun un peu avancé mon ultime question. En pensant à ce que fait l'Europe pour l'Arménie avec la Facilité européenne pour la paix, ou en Moldavie avec la mission d'observation déployée depuis un an à la frontière avec l'Azerbaïdjan pour limiter les velléités de ce voisin, l'Union dont les diplomates ne sont pas toutes alignées peut-elle animer une alliance des forces démocratiques ? Peut-elle jouer un rôle plus grand de soutien économique et de sécurité auprès de ces pays fragilisés comme des oppositions aux régimes autoritaires ?

Sarah Tanzilli

Je crois que l'Europe doit absolument trouver des moyens de soutenir et d'avoir une politique économique et diplomatique cohérente de soutien vis-à-vis des démocraties. C'est une nécessité parce que, comme Benjamin l'a très bien dit, l'alliance des totalitarismes face à nous aujourd'hui attaque l'Arménie, l'Ukraine, le peuple Kurde avec des intentions très claires : en aucun cas ils n'ont l'intention de s'arrêter là. La Russie l'a dit de façon très claire : demain, ce seront les pays Baltes, pourquoi pas même aller jusqu'à Berlin. La Turquie occupe une partie de Chypre et revendiquait jusque récemment certaines îles grecques. Je crois donc qu'il est très clair que ces régimes autoritaires ont besoin de combattre des démocraties, et que demain, cette démocratie, ce sera l'Union européenne. L'Union européenne arrivera-t-elle à faire cette alliance diplomatique et à organiser l'intégralité de son action, notamment sur le plan économique, au regard de ces enjeux ?

Il faut changer la façon de voir les choses et changer notre état d'esprit. Je suis totalement d'accord avec ça, je vais donner un exemple dont vous avez parlé tout à l'heure, le gaz russe. Gaz russe qu'on remplace aujourd'hui soi-disant par du gaz azerbaïdjanais, qui finalement n'est pas vraiment du gaz azerbaïdjanais, mais également du gaz russe, moi. Ne doit-on pas changer notre manière d'appréhender les choses dans un moment où des échéances européennes sont prochaines ? La France n'importe pas de gaz

azerbaïdjanais, il est vrai, mais ne pourrait-on pas jouer la solidarité avec les États de l'Union européenne raccrochés pour 80 ou 90 % à ce gaz ? Ne pourrait-on envisager l'idée d'avoir froid à la maison durant les prochains hivers pour supprimer la dépendance de ces pays au gaz russe ? Peut-être le manteau sera-t-il plus épais, mais on créera la solidarité qui permettra à ces États de se passer de ce gaz.

Je crois que la vraie philosophie est de savoir comment nous sommes capables de changer notre état d'esprit pour comprendre que c'est dans notre quotidien qu'il va y avoir des répercussions pour qu'on soit solidaire et qu'on soit en capacité de combattre ces régimes autoritaires avant de se retrouver dans la situation dans laquelle nos ancêtres se sont trouvés. Pour eux, ce ne fut pas quelques degrés de moins, quelques hivers de suite, ce fut le combat arme à la main. Aujourd'hui, l'Union européenne n'est pas en situation de combattre arme à la main. D'autres peuples qui le font aujourd'hui pour elle. Le minimum qu'on puisse faire me semble d'avoir une politique économique qui soit la plus cohérente possible et qui cesse de nourrir la bête. Car cette bête-là va se retourner contre nous. Il ne s'agit pas que d'une question de valeurs, mais aussi d'intérêts. Je crois que tous les Européens, tous les Français doivent le comprendre aujourd'hui.

Mathieu Lefèvre

Ce qu'a fait l'Union européenne pour elle-même, pour assurer la survie de son propre continent et mettre fin à des décennies d'horreur, elle peut en effet essayer de le proposer au monde. Je dis bien de proposer et non pas de l'imposer. Je pense que, dans le moment singulier de notre histoire géopolitique que décrivait Benjamin Haddad, il n'y a que l'Union européenne qui soit susceptible d'être cette force d'interposition là. Je pense évidemment au conflit israélo-palestinien. Dans ce conflit qui a été si bien décrit par Monsieur l'Ambassadeur et Monsieur Encel, la situation est telle qu'on pourrait la désigner « Mexican standoff » pour parler en termes cinématographiques. Tout le monde se regarde, personne ne va partir, et personne n'a véritablement envie de vivre en face de l'autre. La force d'interposition qu'ont été les États-Unis au début des années 1990 a enclenché un processus qui s'est soldé par un échec du fait des radicalisations qui ont été évoquées. L'Union européenne peut peut-être même doit-elle envisager d'être cette force de médiation, à la fois du fait du retrait américain et de la bipolarisation de la scène internationale sur l'échéancier sino-américain. Je pense qu'elle peut le faire et elle doit le faire uniquement à condition de ne pas imposer les termes de l'équation, ce qui suppose de revenir sur une conception verticale et unilatéraliste de l'Union européenne qui imposerait ses vues à l'Orient. Pour comprendre ce conflit, pour essayer d'y apporter une contribution, il ne faut pas vouloir le résoudre de façon verticale, ni considérer les autres selon ce que nous voudrions qu'ils soient, mais selon ce qu'ils sont véritablement. C'est un changement de paradigme qui me paraît nécessaire, quoique difficile à mener. Les élections européennes, sans vouloir détourner le propos, sont un moment absolument fondamental. Les peuples ont le choix entre la promotion de l'égalité, de la diversité des droits et de la visibilité des minorités, ou du repli qui considère que la fin de l'histoire est passée dans la transition entre un monde historique et un monde post-historique. Je crois pour ma part qu'il n'y a ni monde historique ni monde post-historique, mais un continent qui a encore valeur de modèle pour les années à venir, à condition de ne pas vouloir imposer sa prétendue supériorité.

Anne-Laurence Petel

Merci à tous trois.

Je retiens, en guise de conclusion, une phrase de Sarah : « Être la voix de ceux dont la voix n'est pas entendue ou qui n'ont pas de voix ». Il est extrêmement important, pour soutenir les minorités, d'utiliser tous les outils que nous avons à notre disposition, notamment nous parlementaires, pour mettre en lumière et

soutenir les combats pour la paix, faire exister la démocratie en dehors de nos frontières. C'est ce que tente de faire la France pour l'Arménie au niveau européen, c'est-à-dire de susciter une solidarité européenne pour l'Arménie. Les deuxième et troisième tables rondes ont permis d'insister sur cet aspect relatif à la cohérence politique dans les actions de nos institutions, de nos diplomaties et de nos États. Cela revient à dire que la défense de nos intérêts économiques et la défense de nos valeurs ne sont pas contradictoires. Nous ne pouvons pas abandonner la démocratie arménienne pour profiter du gaz azerbaïdjanais. Nous ne pouvons laisser la Turquie bombardier les Kurdes au motif que l'héritière de l'Empire ottoman gère la crise migratoire aux portes de l'Europe par notre procuration. Nous ne pouvons renvoyer la faute à Israël pour le conflit qui fait rage au Proche-Orient et considérer que les milliards de l'aide humanitaire suffisent à nous laver de toute responsabilité dans ce conflit. Le soutien économique et à la défense sont essentiels, car nous devons nous garder d'imaginer que les dictateurs manqueront à leur parole. Les dictateurs auxquels les États et démocraties fragilisées sont opposés font toujours ce qu'ils disent, et il est inutile d'aller interpréter leurs propos. Croyons-les sur parole, je pense en particulier à Erdogan ou Aliyev : le programme annoncé à leur peuple sera concrétisé, y compris dans leurs visions territoriales. L'Europe, au regard de son histoire, de ses valeurs, de la capacité qu'elle a eue à construire un continent de paix sur les ruines de la guerre, doit impérativement savoir parler d'une voix unie, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Cette voix doit être puissante et cohérente, non seulement pour préserver la paix sur notre propre continent, mais aussi pour soutenir les forces démocratiques où qu'elles se trouvent et l'Europe.

Conclusion

Jean-Michel Blanquer, ancien Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, président du Laboratoire de la République

Merci à vous tous pour vos interventions. Je voudrais ramasser en quelques instants les conclusions que l'on peut tirer de ces trois tables rondes.

Nous ne concevons pas ces moments comme des colloques académiques, il faudrait plusieurs jours pour épuiser ces questions, mais comme des conférences faites pour aider à l'action, aider à éclairer, y compris dans un contexte d'élection, dans un contexte où, nous le voyons avec la crise récemment déclenchée à Sciences Po, il y a confusion des esprits, des raccourcis idéologiques, une fuite de la complexité. Il est urgent de miser sur des éclairages et, autant que possible, sur des conclusions opérationnelles pour notre démocratie, notre vie publique et notre débat public. Ce débat public, très souvent lorsque nous parlons du Moyen-Orient et du Caucase, est marqué du sceau du pessimisme. Il y a, il est vrai, des raisons d'être catastrophé par la situation en Israël, par ce qui s'est passé le 7 octobre et depuis. Il y a des raisons de penser que nous sommes dans l'impasse, nous l'avons entendu dans la deuxième table ronde. Mais d'une certaine façon, chaque élan pessimiste constitue une arme donnée à ceux qui souhaitent que nous nous pensions acculés, honteux de ce que nous sommes. C'est pourquoi la soirée de ce soir doit nous aider à trouver des voies, je ne dis pas d'optimisme, on m'accuserait de naïveté, mais des voies porteuses de nos valeurs qui se résument dans la liberté et qui nous permettent de sortir par le haut des situations présentées.

Les trois tables rondes nous ont renseignés sur les trois points d'appui de la démocratie au Moyen-Orient et au Caucase.

Le premier est constitué des entités démocratiques dans ces régions. On en comptera trois. En premier lieu, l'Arménie, où le mot « liberté » a un sens. Ensuite, le Rojava, un proto-État dont la forme précaire ne le rend que plus héroïque : des gens mal armés font vivre nos valeurs et l'esprit de liberté au Moyen-Orient. Les ennemis les appellent souvent « le deuxième Israël ». Israël, justement et enfin, dont on a le droit de mésestimer le gouvernement et l'actuel Premier ministre actuel, mais qui est, nul ne le nie, une démocratie.

Ce qui est à remarquer, c'est que ces trois pôles démocratiques sont peu reliés. Lorsque vous vous rendez dans la zone du Rojava, Israël et les Juifs partis en Israël sont considérés avec sympathie. Il y a effectivement en Israël quelque chose comme 200 000 Juifs kurdes. Un état d'esprit de partage existe, mais la relation Kurdistan-Israël est faible. Quant à la relation Israël-Arménie, sa cohérence est catastrophique du point de vue de ce que nous en attendrions. Israël est militairement allié de l'Azerbaïdjan, symétriquement l'Arménie est alliée de l'Iran. Tout ceci est accentué par le fait que la Russie n'est plus protectrice de l'Arménie, ce qui plonge le pays dans une situation de faiblesse dont il faut sortir précisément en repensant les jeux d'alliance. Or, l'ambassadeur Danon le précisait tout à l'heure, les terribles circonstances actuelles permettent justement de repenser ces jeux d'alliance : nous devons tous militer pour renverser la tendance et créer les liens nécessaires entre ces pôles démocratiques.

Un deuxième élément d'appui existe pour nos valeurs au Moyen-Orient, observé ce soir notamment lorsqu'il a été question des accords d'Abraham : les évolutions internes de certains États, dans le sens des libertés et de la démocratie, ont un impact sur leurs relations extérieures. Ainsi, les mutations récentes de l'Arabie Saoudite sont particulièrement intéressantes, car il ne s'agit pas d'un petit pays, mais d'un pays qui va avoir un rôle clé dans la redéfinition de l'ordre international. Quels que soient les jugements portés à leur endroit, l'évolution de l'Arabie Saoudite vers une société plus libérale, son engagement dans la perspective des accords d'Abraham, de même que l'adhésion des Émirats arabes unis et du Maroc à cette dynamique

générale tendant à plus de liberté dans les pays du monde arabo-musulman, sont des leviers qui ne sont pas négligeables.

Une troisième dimension doit pour finir retenir votre attention. Même dans les pays les plus inquiétants, je pense à l'Iran ou la Turquie, par ailleurs de magnifiques civilisations, perse et ottomane, même dans ces pays la voix de la liberté existe. En Turquie, l'opposition a remporté les dernières élections municipales. En Iran, le combat des femmes et des opposants est héroïque, je le comparerai à celui des Kurdes de Syrie. Nous devons être à la hauteur, être, au quotidien, capables de soutenir bien davantage encore ces divers alliés.

Je souhaite, enfin, délivrer un message aux étudiants de Sciences Po qui ont manifesté en soutien au Hamas. Ils ont désormais un nouvel ami, en la personne de l'ayatollah Khamenei. Puisqu'ils aiment la liberté et ont une influence sur le « Guide suprême », ils lui demandent de libérer le rappeur menacé de mort. Elle est là, la lutte pour la liberté !

Il y a donc trois leviers d'espoir. Il me paraît important de les identifier pour en déduire les perspectives et les réflexions à mener. Dire que les choses pourraient aller mieux au Moyen-Orient et au Caucase, c'est dire qu'elles pourraient aller mieux chez nous. En effet, la déstabilisation de la Syrie et les événements au Rojava ont eu un impact direct sur les attentats du Bataclan et de Charlie Hebdo. Ceux qui considèrent, ici en France, qu'il s'agit de sujets exotiques, que nous aurions à nous replier sur nous-mêmes doivent envisager que si on ne s'occupe pas de ce sujet, il s'occupera de nous. L'esprit de responsabilité doit primer. Nous devons avoir cette vision au service de nos valeurs, c'est-à-dire de la liberté, en ne considérant pas que nous en serions les seuls tenants. L'Europe n'a effectivement ni à donner de leçons ni à enterrer ses valeurs. Nous portons la liberté comme les démocraties au Moyen-Orient et les opposants en Iran. C'est une internationale de la liberté qu'il nous faut créer, elle est possible à l'état virtuel et commence par le choix des bons mots. En utilisant le terme « d'internationale de la liberté », je dis l'inverse de ceux qui parlent de Sud global, notion impertinente. Sud global, encore une victoire sémantique des ennemis de la liberté et une simplification abusive. La Russie est-elle au sud ? L'Inde au nord ? Le Sud Global a-t-il quelque chose de commun à proposer ? Les démocraties du sud se sentent-elles représentées par les autoritarismes du même sud ? Cette notion n'a aucun sens.

Une notion qui, à l'inverse, porte un sens, c'est celle de monde libre. Le monde libre n'est ni du nord, ni du sud mais de tous ceux, sous toutes les latitudes, qui aspirent à la liberté, à maîtriser leur avenir à titre individuel et collectif. Pour maîtriser notre avenir, il faut être fiers de nos valeurs et savoir les porter, les conceptualiser, les faire vivre politiquement, intellectuellement, diplomatiquement, les transmettre à la jeunesse. Je pense à certains des étudiants qui, ayant manifesté récemment, ne manqueront pas d'avoir trente ou quarante ans un jour et se retourneront vers le caractère dévoyé de ce qui s'est passé ces derniers temps. Alors, ils maudiront leurs mauvais bergers, car en croyant défendre la liberté, ils ont défendu l'oppression. Passons-leur ce message : ils peuvent porter la liberté, il faut simplement réfléchir et être fidèles à nos valeurs.